

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY**

**SÉANCE DU MERCREDI 08 février 2023 – 18 h 30 –**

**DÉLIBÉRATION 08-02-2023/Q04**

Date de convocation : 02 février 2023

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,  
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

**Membres présents** : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, M. Riquet Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc (à partir de la Question 9), M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. DECALION Ismaël, M. BALEDENT Matthieu, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

**Membres absents ayant donné procuration** :

M. POULAIN Bernard : procuration à M. BONIFACE Didier

Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme RICHOMME Liliane

**Membres absents excusés** :

M. DEVIENNE Marc (jusqu'à la Question 8),

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

**OBJET : CONVENTION AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD RELATIVE À  
LA CRÉATION DE CHICANES, LA RÉALISATION DE BANDES D'ÉVEIL EN RÉSINE  
ET DE PASSAGES PIÉTONS ET À LEUR ENTRETIEN ULTÉRIEUR**

Madame Brigitte PRUVOT, Adjointe au Maire, expose :

La présente convention entre le Département du Nord et la Ville de Caudry a pour objet de préciser les conditions d'occupation du domaine public routier départemental et de définir les modalités techniques, administratives et financières relatives à la création de chicanes, la réalisation de bandes d'éveil en résine et de passages piétons et à leur entretien ultérieur :

- RD 16 dite « Rue de Saint-Quentin » du PR 26+0148 au PR 27+0554

- RD 115 dite « Rue Henri Barbusse » du PR 6+0707 au PR 8+0573
- RD 115A dite « Rue Henri Bracq » du PR 1+0635 au PR 2+0400

Elle précise les obligations de la commune en matière d'exploitation et d'entretien ainsi que les responsabilités des deux parties.

Vous trouverez ci joint cette convention.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir entendu cet exposé :

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention n°CONV 22 RD 16 115 115a CAUDRY CHIC ZONE30 PP MARQU SIGNAL 348

### ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE PAR  
TRANSMISSION EN SOUS-PRÉFECTURE

10 FEV. 2023



Le Maire,

Frédéric BRICOUT



**CONV 22 RD 16 115 115a CAUDRY CHIC ZONE30 PP MARQU SIGNAL 348**

**Commune de CAUDRY**

**RD 16 dite « Rue de Saint-Quentin » du PR 26+0148 au PR 27+0554**

**RD 115 dite « Rue Henri Barbusse » du PR 6+0707 au PR 8+0573**

**RD 115A dite « Rue Henri Bracq » du PR 1+0635 au PR 2+0400**

**En et hors agglomération**

## **CONVENTION**

**relative à la création de chicanes, la réalisation de bandes d'éveil en résine  
et de passages pour piétons et à leur entretien ultérieur**

Entre :

Le Département du Nord, Hôtel du Département - 51 Rue Gustave Delory - 59047 Lille Cedex, représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental, agissant pour le compte de celui-ci et désigné ci-après « le Département », en application des délibérations du Conseil Général n° DGA/EPI/DVI/03-28 des 24, 25 et 26 mars 2003 et du Conseil départemental n° DV/2022/301 du 26 septembre 2022.

La commune de Caudry, Mairie – Place du Général de Gaulle – B.P 10199 – 59544 CAUDRY Cedex agissant pour le compte de celle-ci et désignée ci-après « la Commune », représentée par son Maire, en application de la délibération du Conseil Municipal en date du .....

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

VU le décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Règlement de Voirie Interdépartemental 59-62 ;

VU l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Départemental n° AR-DAJAP/2022/771 en



date du 20 octobre 2022 accordant délégation de signature.  
Il est convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention entre le Département et la Commune a pour objet, d'une part, de préciser les conditions d'occupation du domaine public routier départemental et, d'autre part, de définir les modalités techniques, administratives et financières.  
Elle précise les obligations de la Commune en matière d'exploitation et d'entretien ainsi que les responsabilités des deux parties en présence.

#### ARTICLE 2 : Amiante et Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (H.A.P.)

Pour information, les dernières interventions de chaussée sur les :

- **RD 16 dite « Rue de Saint-Quentin »**

- du PR 26+0148 au PR 26+0703

La dernière intervention de chaussée date de 2016 et a consisté à réaliser un béton bitumineux semi grenu du PR 26+0148 au PR 26+0703.

Cette section a fait l'objet de recherches d'amiante et H.A.P. en 2017 au PR 26+0426 (NBE3.H.2848.9 du 31/08/2017). Ces dernières n'ont pas révélé de présence d'amiante dans l'enrobé. Concernant les H.A.P., les analyses ont confirmé un taux de 8 mg/kg.

- du PR 26+0703 au PR 27+0471

La dernière intervention de chaussée date de 2015 et a consisté à réaliser un béton bitumineux semi grenu du PR 26+0148 au PR 26+0703.

Cette section a fait l'objet de recherches d'amiante et H.A.P. en 2017 au PR 26+0426 (NBE3.H.2848.9 du 31/08/2017). Ces dernières n'ont pas révélé de présence d'amiante dans l'enrobé. Concernant les H.A.P., les analyses ont confirmé un taux de 8 mg/kg.

- du PR 27+0471 au PR 27+0554

La dernière intervention de chaussée date de 2003 et a consisté à réaliser un béton bitumineux très mince du PR 27+0471 au PR 27+0554.

Sur cette section, la RD 16 n'a pas fait l'objet de recherches d'amiante et H.A.P.

- **RD 115 dite « Rue Henri Barbusse »**

- du PR 5+0513 au PR 8+0560

La dernière intervention de chaussée date de 2017 et a consisté à réaliser un béton bitumineux semi grenu du PR 5+0513 au PR 8+0560.

Sur cette section, la RD 115 n'a pas fait l'objet de recherches d'amiante et H.A.P.

- du PR 8+0560 au PR 8+0580

La dernière intervention de chaussée date de 2007 et a consisté à réaliser un béton bitumineux très mince du PR 8+0560 au PR 8+0580.

Sur cette section, la RD 115 n'a pas fait l'objet de recherches d'amiante et H.A.P.

• **RD 115A dite « Rue Henri Bracq »**

- du PR 1+0585 au PR 2+0276

La dernière intervention de chaussée date de 2016 et a consisté à réaliser un béton bitumineux semi grenu du PR 1+0585 au PR 2+0276.

Cette section a fait l'objet de recherches d'amiante et H.A.P. en 2017 au PR 2+0000 (NBE3.H.2848.9 du 31/08/2017). Ces dernières n'ont pas révélé de présence d'amiante dans l'enrobé. Concernant les H.A.P., les analyses ont confirmé un taux de 8 mg/kg.

- du PR 2+0276 au PR 2+0798

La dernière intervention de chaussée date de 20014 et a consisté à réaliser un enduit superficiel du PR 2+0276 au PR 2+0798.

Cette section a fait l'objet de recherches d'amiante et H.A.P. en 2020 au PR 2+0745 (NBE3.K.2848.5-A du 09/09/2020). Ces dernières n'ont pas révélé de présence d'amiante dans l'enrobé. Concernant les H.A.P., les analyses ont confirmé un taux de 0,54 mg/kg.

Dans ces conditions et ne prévoyant pas de travaux à court terme, le Département n'a pas prévu d'aller au-delà de cet examen bibliographique.

Le cas échéant, il est demandé à la Commune de transmettre le résultat des diagnostics réalisés au Département afin de compléter la base de données en cours de construction.

**ARTICLE 3 : Autorisation d'occupation et d'aménagement du domaine public routier départemental**

Le Département met à la disposition de la Commune les emprises nécessaires afin que celle-ci puisse mener à bien les aménagements envisagés sur les RD 16 du PR 26+0148 au PR 27+0554, RD 115 du PR 6+0707 au PR 8+0573 et RD 115A du PR 1+0635 au PR 2+0400.

Elle accepte la mise à disposition des emprises sans réserve, dans l'état où elles se trouvent. Les aménagements qu'elle aura réalisés continueront de faire partie du domaine public routier départemental.

La Commune est autorisée à réaliser, sur les terrains mis à disposition, les travaux de voirie envisagés par la présente convention.

**ARTICLE 4 : Maîtrise d'ouvrage et dispositions financières**

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Commune qui préfinancera la totalité de l'opération :

- *Montant estimatif des travaux RD 16 (chicanes) : 39 706,70 € HT*
  - *Montant estimatif des travaux RD 115 (chicane) : 23 966,80 € HT*
  - *Montant estimatif des travaux RD 115A (signal, chicane) : 17 942,10 € HT*
- Répartition financière à la commune au titre du dispositif d'Aide à la Sécurisation des Routes Départementales en Agglomération – Programme 2022 (délibération n° DV/2022/301 du 26 septembre 2022 : 54 071,90 €.



## ARTICLE 5 : Dispositions techniques

### 5-1 : Spécifications générales

Les travaux prendront en compte le Règlement de Voirie Interdépartemental 59-62 approuvé le 17 décembre 2014.

La Commune se rapprochera obligatoirement de l'Arrondissement Routier de Cambrai pour l'implantation des dispositifs de signalisation réglementaire.

Elle fera son affaire des déclarations d'intention de travaux, ainsi que des différentes démarches administratives pouvant les autoriser (arrêtés de restriction de circulation notamment). A noter que, conformément au règlement de voirie, un constat de réception des travaux devra être effectué.

La conformité de la signalisation et le bon état de la voirie peuvent être contrôlés à tout moment par le gestionnaire de la voirie.

### 5-2 : Spécifications techniques

#### *5-2/1 : Signalisation temporaire des travaux*

Pendant la période des travaux, la Commune devra signaler son chantier en application des dispositions du Code de la Route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 n° EQU9201451A modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

#### *5-2/2 : Prescriptions techniques*

Les aménagements comprennent :

##### • **RD 16 « Rue de Saint-Quentin »**

- La création de chicanes bordurées remplies de béton désactivé avec instauration d'une zone 30 km/h,
- La fourniture et la pose de la signalisation verticale et horizontale associées,
- La réalisation de marquage « passage pour piétons » avec mise en accessibilité PMR et bandes podotactiles,
- La fourniture et la pose de panneaux de signalisation
- La fourniture et la pose de mobilier urbain (potelets, barrières de sécurité).

##### • **RD 115 « Rue Henri Barbusse »**

- La création de chicane bordurée remplie de béton désactivé avec instauration d'une zone 30 km/h,
- La fourniture et la pose de la signalisation verticale et horizontale associées,
- La réalisation d'un marquage STOP et la signalisation verticale associée,
- La réalisation de marquage « passage pour piétons » avec mise en accessibilité PMR et bandes podotactiles,
- La fourniture et la pose de panneaux de signalisation,
- La fourniture et la pose de mobilier urbain (potelets).

• **RD 115A « Rue Henri Bracq »**

- La création de chicane bordurée remplie de béton désactivé avec instauration d'une zone 30 km/h,
- La fourniture et la pose de la signalisation verticale et horizontale associées,
- La réalisation de bandes d'éveil à vigilance en résine matricée blanche,
- La réalisation de marquage « passage pour piétons » avec mise en accessibilité PMR et bandes podotactiles,
- La fourniture et la pose de panneaux de signalisation,
- La fourniture et la pose de mobilier urbain (potelets).

**- Observations particulières**

En cas de démontage des dispositifs, une réception de remise en état du domaine public devra être effectuée.

<b>ARTICLE 6 : Entretien, exploitation et responsabilités</b>
---

L'exploitation des ouvrages et leur entretien ultérieur seront assurés par la Commune dès leur réalisation, dans le respect des normes édictées par le Règlement de Voirie consultable sur le site Internet du Département.

Si un tiers est en cause, il revient à la Commune de déposer plainte auprès des Forces de l'Ordre.

**6-1** : Les aménagements concernés sont :

**Chicanes en dur**

La Commune en assurera l'entretien, qui comprend le balayage et/ou le désherbage et/ou les réparations éventuelles voire le remplacement.

Outre l'entretien régulier des aménagements réalisés, elle assurera également celui de la signalisation horizontale et verticale et la matérialisation existantes.

Dans le cas d'une modification du réseau d'assainissement, l'entretien de ce réseau ainsi modifié restera également à la charge de la Commune.

**Zones 30, passages pour piétons et bandes d'éveil**

La Commune en assurera l'entretien (balayage et/ou désherbage et/ou renouvellement) y compris la signalisation horizontale, verticale et la matérialisation correspondantes.

Toutefois, à l'occasion des travaux généraux d'entretien de la route et notamment lors du renouvellement périodique des couches de roulement, le Département rétablira si nécessaire le marquage au sol à ses frais sur la base des marques réglementaires.

**Mobilier urbain (potelets, barrières de sécurité)**

La Commune s'engage à entretenir ces équipements sous son entière responsabilité en prenant toutes les mesures de sécurité nécessaires, ce qui comprend notamment la maintenance des installations.

En cas d'incident ou d'accident sur les équipements, le remplacement ou la réparation du matériel est à la charge de la Commune.



**6-2 :** Pendant les périodes d'entretien, la Commune :

- doit signaler son chantier en application des dispositions du Code de la Route mentionnées à l'article 5-2/1 ;
- s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de :
  - ne pas porter atteinte à l'intégrité du domaine public routier départemental ainsi occupé ;
  - ne pas compromettre la conservation et l'entretien dudit domaine ;
  - se conformer à l'évolution de la législation en la matière (mises aux normes ...).

**6-3 :** En cas de dommages au domaine public routier départemental lors des travaux d'entretien, la Commune s'engage à :

- en assumer la responsabilité pleine et entière ;
- garantir le Département de toute indemnisation ou de toute condamnation résultant d'un défaut d'entretien des aménagements visés ci-dessus ;
- faire son affaire personnelle de tout litige ;
- souscrire toute assurance en cette matière de sorte que le Département ne soit pas recherché en responsabilité de ce fait.

**6-4 :** En cas de carence de la Commune, le Département, après mise en demeure, dans un délai de 15 jours calendaires, sans délai si la sécurité des usagers est menacée, se réserve le droit de :

- remédier aux défauts d'entretien ;
- prendre les mesures d'entretien qui s'imposent, aux frais et risques de celle-ci.

**6-5 :** En cas de résiliation de la présente convention, la Commune Communes est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la date de résiliation. En cas d'inexécution de cette obligation de remise en état des lieux et après mise en demeure restée infructueuse, le Département procédera, aux frais de la Commune, au démontage des installations.

#### ARTICLE 7 : Modifications ultérieures

**7-1 :** Toute modification souhaitée par la Commune sur les équipements réalisés devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les travaux ne pourront démarrer qu'après la signature dudit avenant par les représentants respectifs du Département et de la Commune dûment habilités par leur organe délibérant.

**7-2 :** Le Département se réserve le droit de déplacer les ouvrages décrits dans la présente convention dès lors que les travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

#### ARTICLE 8 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à la Commune et lui donne l'autorisation d'entreprendre des travaux, leur réalisation ne pouvant excéder **une durée de vingt-quatre (24) mois**. A défaut, cette convention sera frappée de caducité à l'issue de ce délai.

Elle demeure valable jusqu'à la disparition des équipements, est délivrée à titre gratuit et ne confère aucun droit réel à la Commune.



Elle peut être résiliée à tout moment, pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter, pour cette dernière, de droit à indemnité.

Les droits des tiers demeurent réservés.

#### ARTICLE 9 : Litiges

Tout litige dans l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Cambrai, le  
Est validée la présente convention  
Pour le Président du Département du Nord  
et par délégation,  
Le Responsable de l'Arrondissement  
Routier de Cambrai

Fait à Caudry, le

Le Maire

Gautier CHEVAL

Frédéric BRICOUT

## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Caudry  
Utilisateur : PASTELL Plateforme

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	DEL_080223_Q04
Objet :	CONVENTION AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD RELATIVE A LA CREATION DE CHICANES, LA REALISATION DE BANDES D'EVEIL EN RESINE ET DE PASSAGES PIETONS ET A LEUR ENTRETIEN ULTERIEUR
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-02-08 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	3.5 - Autres actes de gestion du domaine public
Identifiant unique :	059-215901398-20230208-DEL_080223_Q04-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	1 Ko
Nom métier :		
059-215901398-20230208-DEL_080223_Q04-DE-1-1_0.xml		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	3.3 Mo
Nom original : D__lib__ration 080223 Q04 _ Annexe.pdf		
Nom métier :		
99_DE-059-215901398-20230208-DEL_080223_Q04-DE-1-1_1.pdf		

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 février 2023 à 14h12min45s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 février 2023 à 14h12min50s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 février 2023 à 14h15min28s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 février 2023 à 14h15min36s	Reçu par le MI le 2023-02-10